

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 18 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**FUJIFILM (ex CMC ex KMG Chemicals Inc.)**

USINE DE LA RACHEE  
91530 Saint-Chéron

Code AIOT : 0006504895

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 dans l'établissement FUJIFILM (ex CMC ex KMG Chemicals Inc.) implanté Usine de la Rachée 91530 Saint-Chéron. L'inspection a été annoncée le 30/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FUJIFILM (ex CMC ex KMG Chemicals Inc.)
- Usine de la Rachée 91530 Saint-Chéron
- Code AIOT : 0006504895
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non



La société FUJIFILM a racheté la société CMC Materials UPC. Le site de Saint Chéron est spécialisé dans la fourniture de produits chimiques tels que les solvants et les bases. Le site de Saint-Chéron compte deux activités : une activité de production et une plateforme logistique. En termes de volumes de production, l'alcool isopropylique est le produit phare. Le site de Saint-Chéron est le seul site en Europe à le produire pour la microélectronique sur la partie « ultra pur ».

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Sites et sols pollués
- AN 25 Perte d'utilités

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.



## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	RQ1.7 Suivi de la qualité des eaux	Autre du 21/11/2021, article Obs 1.7	Demande d'action corrective	3 mois
3	Suite visite du 16/05/2022 SGS – Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.1, I.3	Demande d'action corrective	3 mois
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 2-3 Chap V	Demande d'action corrective	6 mois
5	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	que)	REACH (1907/2006)		
11	Plan de substitution émulseurs	Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
14	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
15	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
16	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suite visite du 16/05/2022 SGS – Organisation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe1.7	Sans objet
12	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
17	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
18	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
19	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet



## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 10/10/2025 avait pour objectif de vérifier le respect des prescriptions en lien avec le système de gestion de la sécurité (SGS). Elle s'inscrivait aussi dans le cadre des actions nationales « émulseurs à base de PFAS » et « perte d'utilités ». Les constats faits sur le site montrent que l'exploitant ne respecte pas certaines prescriptions. Pour ces dernières, l'inspection propose à madame la Préfète de l'Essonne de demander à l'exploitant de mettre en place des actions correctives permettant de répondre à ces écarts dans les délais fixés par le présent rapport .

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : RQ1.7 Suivi de la qualité des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 21/11/2021, Obs 1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  Compte tenu du résultat du diagnostic complémentaire des sols et du suivi semestriel de la qualité environnementale du site de l'usine de la Rachée, le cabinet BURGEAP préconise les recommandations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• La réalisation d'un diagnostic complémentaire sur les sols afin de délimiter totalement la zone dépollution concentrée présente à l'est du site et la réalisation d'un plan de gestion associé ;</li><li>• Le maintien de la surveillance environnementale du site (libérer l'accès à l'ouvrage Pz8).</li></ul> L'exploitant va poursuivre la surveillance de la pollution au niveau des eaux souterraines et des gaz du sol et réaliser un diagnostic permettant de délimiter l'étendue de la pollution.
<b>Constats :</b>  <u>Constat inspection du 15/05/2025</u> Suite à l'analyse des résultats de plusieurs campagnes de mesures, l'exploitant ne constate pas une amélioration franche de la qualité des eaux souterraines surtout pour les COHV (tetrachloréthylène et trichloréthylène et les produits de décomposition). L'exploitant envisage, selon les recommandations du cabinet GINGER-BURGEAP de mener des investigations complémentaires afin de faire le point zéro de l'état du sol et du sous-sol au droit du site ; en fonction des résultats un plan d'action sera mis en place en accord avec l'inspection.  L'exploitant indique qu'il va suivre les recommandations du bureau d'études BURGEAP.  <u>Constat inspection du 10/10/2025</u> L'exploitant a présenté le compte-rendu des résultats du diagnostic complémentaire des sols et du suivi semestriel (juillet 2025) de la qualité environnementale du site de l'usine de la Rachée établi par le cabinet GRINGER-BURGEAP qui préconise les recommandations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• la réalisation d'un diagnostic complémentaire sur les sols afin de délimiter la zone de pollution</li><li>• la réalisation d'un plan de gestion associé ;</li><li>• le maintien de la surveillance environnementale du site.</li></ul> L'exploitant déclare poursuivre la surveillance de la pollution au niveau des eaux souterraines et des gaz du sol et analyser les recommandations du cabinet GINGER-BURGEAP.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit se positionner par rapport aux recommandations du cabinet GINGER-BURGEAP sur la délimitation de la pollution, le maintien de la surveillance et proposer un plan de gestion associé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Suite visite du 16/05/2022 SGS – Audits et revues de direction**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I – point 7

**Thème(s) :** Risques accidentels, SGS – Organisation

**Prescription contrôlée :**

Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.

L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.

**Constats :**

Constats au 18/07/2024 : L'inspection constate que l'exploitant dispose de procédures encadrant l'évaluation des sous-traitants. L'inspection relève que cette procédure de l'exploitant est en premier lieu construite pour garantir la « qualité produit » et assurer le maintien de la qualification en tant que fournisseur délivré par leur client.

Remarque n°6 : Il convient que l'exploitant revoit ses procédures qui encadre l'évaluation de ses sous-traitants en y intégrant les activités sensibles, à l'image de ce qui est déjà en place pour garantir la qualité produit et maintenir la qualification obtenue de ses clients.

Constat du 10/10/2025

L'exploitant a mis en place une procédure d'évaluation des prestataires par une cotation sur la sécurité, l'environnement et la qualité via un fichier (tableur informatique) sur la base d'un questionnaire envoyé aux prestataires. L'exploitant a présenté sa procédure d'évaluation qui analyse l'accidentologie auprès des fournisseurs à partir d'une fiche évaluation prestataire (référéncée FRM-03917) et permettant d'obtenir une note totale de 125. Cette évaluation permet de classer les prestataires en 3 classes : dangereux (si la cotation est inférieure à 65 : arrêt de la prestation), critique (si la cotation est comprise entre 65 et 85 : réévaluation et audit auprès du prestataire) et préférentiel (la cotation est supérieure à 85)

L'exploitant indique que la procédure de maintenance a été révisée en juin 2025 (référéncé P-00785) avec l'ajout d'un chapitre II.9 sur l'évaluation des prestataires de maintenance.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 3 : Suite visite du 16/05/2022 SGS – Organisation, formation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I- point 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS – Formation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.  Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b>  <u>Constats au 18/07/2024</u> : L'inspection n'a pas pu constater que l'exploitant sensibilise tout le personnel des entreprises extérieures intervenant sur des activités sensibles à la démarche de progrès continu.  Remarque n°9 : Il convient que l'exploitant s'assure que les différents documents de cadrage des activités sensibles (plan de prévention, permis de travail, etc.) ou de traçabilité (rapport d'intervention, PV de fin de travaux, etc.) comprennent un encart permettant de systématiser la conscientisation de la démarche de progrès continu essentielle à la démonstration de maîtrise des risques. Remarque n°10 : L'inspection constate que l'exploitant fait reposer sur ses sous-traitants la responsabilité de faire intervenir des personnels compétents sur les tâches sensibles sous-traitées. L'inspection constate que l'exploitant ne vérifie pas les compétences et qualifications des personnels d'entreprises extérieures pour réaliser les tâches sensibles. En conséquence, l'exploitant ne dispose pas d'une organisation lui permettant de garantir la réalisation des tâches sensibles par des personnels disposants des compétences nécessaires pour respecter les règles de l'art de la tâche qui leur est confiée.  <u>Constat du 10/10/2025</u> Suite aux remarques de l'inspection lors des visites antérieures, l'exploitant déclare s'assurer désormais de l'habilitation et des compétences des personnes intervenant sur le site.  Rq 9 : Afin de s'assurer du cadrage des activités sensibles sur le site, l'inspection des installations classées a procédé à la vérification du registre des interventions sur le site. Par sondage, l'inspection a consulté le permis de travail accordé pour la société LEBAIL le 4/06/2025,. Celui-ci mentionne la nécessité d'établir un permis feu. L'inspection a constaté qu'un permis feu a été établi en cohérence avec le permis de travail de la société LEBAIL. L'inspection a également consulté le permis de travail accordé à la société TYCO du 5 au 6 juin 2025 pour une intervention sur un équipement de sécurité. Dans ce permis, il est indiqué (coché) l'émission d'un permis spécial. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le permis spécial correspondant à cette intervention.



L'inspection constate que la procédure de gestion des permis de travail référencée P-00815 n'est pas très satisfaisante pour encadrer les travaux d'intervention sur des équipements de sécurité. L'exploitant justifie l'absence du permis spécial par le fait que cette intervention ne devait pas nécessiter un permis spécial.

Rq 10 : L'exploitant indique, qu'à ce jour, les compétences des intervenants sont garanties via une clause dans les contrats des prestataires. Il n'est donc pas en mesure de présenter les justificatifs y afférents pour toutes les tâches sensibles.

L'exploitant déclare que la procédure P-00815 sera actualisée en intégrant les justificatifs de l'habilitation des intervenants sur son site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les remarques n° 9 et 10 émises à l'issue de la précédente inspection du 18 juillet 2024 sont maintenues.

L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour la procédure P-00815, notamment sur la délivrance des permis spéciaux et les justificatifs des compétences et habilitations des intervenants sur les équipements sensibles.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, Titre 3, Chap V, article 2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôles des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Un contrôle des installations électriques est effectué au minimum une fois par an, par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés de le rapport de contrôle. Il est remédié à toute défécuosité relevée dans les délais les plus brefs.

La mise à la terre suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel.

Le matériel électrique est maintenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. [...]

**Constats :**

Constat au 18/07/2024 :

Le jour de la visite l'exploitant a transmis le rapport de vérification des installations électriques et le certificat Q 18 datant tous les deux du 21/03/2024. Le rapport mentionne plusieurs non-conformités dont la plupart sont levées. Le certificat Q18 conclut sur la présence d'un risque d'incendie/explosion sur le site. Les conclusions de ce certificat ne permettent pas de garantir les intérêts mentionnés au L511-1 du Code de l'environnement. L'inspection envisageait de proposer à madame la Préfète de l'Essonne de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre de



l'exploitant. L'exploitant a ensuite transmis par courriel les éléments justifiant des actions mises en place pour la levée des non-conformités mentionnées dans le rapport de vérification électrique, ce qui permettra d'avoir un certificat Q18 conforme :

- La mise en place de consignes temporaires (contrôle rigoureux et une gestion adéquate des équipements concernés) pour le contrôle des armoires non conformes ;
- L'état d'avancement de la mise en conformité (document détaillé en collaboration avec l'APAVE) qui présente en détail les actions entreprises pour corriger les non-conformités et les étapes déjà réalisées ;
- Les commandes signées pour le remplacement des disjoncteurs non conformes ;
- La date du 26/09/2024 pour le passage de l'APAVE pour lever les non-conformités. Cette visite permettra de vérifier et de confirmer que les non-conformités ont été levées, et que toutes les mesures nécessaires ont été prises pour assurer la conformité totale.

Compte tenu de la réactivité de l'exploitant par les actions déjà engagées, l'inspection propose des suites sous forme de lettre préfectorale avec des justificatifs à transmettre à l'inspection.

Constat au 10/10/2025 : L'exploitant a présenté :

- le rapport de vérification des installations électriques réalisé par l'APAVE, le 6/10/2025. Ce rapport présente 8 observations dont une nouvelle (observation n°3),
- le rapport Q19 de l'APAVE du 11/08/2025, seule une anomalie est constatée. Celle-ci a directement été levée par l'APAVE, le jour-même de la vérification ;
- le rapport Q18 de l'APAVE du 29/09/2025, qui conclut sur la conformité des installations et l'absence de risque incendie/explosion.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place des actions permettant de lever l'ensemble des écarts constatés lors de la vérification des installations électriques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 5 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme



de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

#### Annexe I

##### Dispositions en vigueur au moment de la visite d'inspection :

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.
2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en SPFO contenues dans des produits semi-finis, des articles, ou dans des parties de ces produits ou articles, si la concentration en SPFO est inférieure à 0,1 % en masse calculée à partir de la masse de parties structurellement ou microstructurellement distinctes qui contiennent des SPFO ou, pour les textiles ou les autres matériaux enduits, si la quantité de SPFO est inférieure à 1 µg/m<sup>2</sup> du matériau enduit.

##### A compter du 3 décembre 2025, ces deux dispositions sont remplacées par les dispositions suivantes conformément au règlement délégué (UE) 2025/718 de la Commission du 14 avril 2025 :

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.
2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

#### **Constats :**

L'exploitant déclare disposer de 6 cuves d'émulseurs sur site pour son système d'extinction qui contiennent des PFAS. Ces cuves sont réparties comme suit :

- Une cuve de 2000 l au niveau du bâtiment D
- Deux cuves de 1000 l près du bâtiment U
- Trois cuves de 1000 l près du bâtiment B

L'exploitant informe l'inspection que des prélèvements ont été effectués le 26/06/2025 sur certaines cuves pour déterminer la présence et les concentrations de certaines substances PFAS. Les analyses faites par Eurofins le 25/08/2025, indiquent la présence du PFOS pour une concentration de 0,00197 ppm (ou mg/kg).

L'inspection constate que cette substance, interdite depuis 2010, est présente dans des concentrations inférieures à 0,025 mg/kg (valeur limite de contamination non intentionnelle à l'état de trace à compter du 3 décembre 2025 ; jusqu'au 03/12/2025 la limite autorisée était de 10 mg/kg) .

Au vu des autres substances PFAS identifiées par les analyses et réglementées par les règlements POP ou REACH, notamment de l'interdiction à venir du PFHxA en 2026 (cf. fiche n°10), l'exploitant indique qu'il est en réflexion sur un plan de substitution des émulseurs et informe qu'une rencontre est prévue à cet effet avec les services d'incendie et de secours et un fournisseur d'émulseurs sans fluor.

L'exploitant déclare par ailleurs déjà disposer sur son site d'une cuve de 2000 l d'émulseur sans fluor (produit Ecopol de BioEx) en complément des cuves d'émulseurs susmentionnées.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant sous un délai de trois mois, de transmettre son plan d'actions concernant la substitution de ses émulseurs en précisant l'échéance prévisionnelle relative à la substitution effective des émulseurs au regard des différentes échéances réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des substances PFAS réglementées.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que le plan de substitution des émulseurs du site doit tenir compte des différentes contraintes réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des substances PFAS réglementées.

**Type de suites proposées : Avec suites****Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant****Proposition de délais : 3 mois**



**N° 6 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

**Article 3**

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]

**Article 4**

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

**Annexe I**

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

**Constats :**

L'exploitant informe l'inspection que des prélèvements ont été effectués le 26/06/2025 sur certaines cuves (cf. point de contrôle n°5) pour déterminer la présence et les concentrations de certaines substances PFAS. Les analyses faites par Eurofins le 25/08/2025, indiquent la présence du PFHxS pour une concentration de 29,2 µg/kg soit 0,0292 mg/kg.

L'inspection constate que cette substance, interdite depuis 2023, est présente dans des concentrations inférieures à 0,1 mg/kg (valeur limite de contamination non intentionnelle à l'état de trace).

Au vu des autres substances PFAS identifiées par les analyses et réglementées par les règlements POP ou REACH, notamment de l'interdiction à venir du PFHxA en 2026 (cf. fiche n°10), l'exploitant indique qu'il est en réflexion sur un plan de substitution des émulseurs et informe qu'une rencontre est prévue avec les services d'incendie et de secours et un fournisseur d'émulseurs sans fluor.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant sous un délai de trois mois, de transmettre son plan d'actions concernant la substitution de ses émulseurs en précisant l'échéance prévisionnelle relative à la substitution effective des émulseurs au regard des différentes échéances réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des substances PFAS réglementées.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que le plan de substitution des émulseurs



du site doit tenir compte des différentes contraintes réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des substances PFAS réglementées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Interdiction du PFOA (acide perfluorooctanoïque)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au 3 août 2028.</p> <p>4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.</p> <p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;</li> <li>b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;</li> <li>c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</li> <li>d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant informe l'inspection que des prélèvements ont été effectués le 26/06/2025 sur certaines cuves (cf. point de contrôle n°5) pour déterminer la présence et les concentrations de</p>



certaines substances PFAS. Les analyses faites par Eurofins le 25/08/2025, indiquent la présence du PFOA pour des concentrations allant de 396 à 738 ppb (= 0,396 à 0,738 ppm) soit un maximum de 0,738 mg/kg.

L'inspection constate que cette substance (autorisée jusqu'au 3 décembre 2025) est présente dans des concentrations inférieures à 1 mg/kg (valeur limite de contamination non intentionnelle à l'état de trace en vigueur entre le 3 décembre 2025 et le 3 août 2028. A partir du 4 août 2028 cette limite sera abaissée à 0,025 mg/kg).

Au vu des autres substances PFAS identifiées par les analyses et réglementées par les règlements POP ou REACH, notamment de l'interdiction à venir du PFHxA en 2026 (cf. fiche n°10), l'exploitant indique qu'il est en réflexion sur un plan de substitution des émulseurs et informe qu'une rencontre est prévue avec les services d'incendie et de secours et un fournisseur d'émulseurs sans fluor.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant sous un délai de trois mois, de transmettre son plan d'actions concernant la substitution de ses émulseurs en précisant l'échéance prévisionnelle relative à la substitution effective des émulseurs au regard des différentes échéances réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des substances PFAS réglementées.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que le plan de substitution des émulseurs du site doit tenir compte des différentes contraintes réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des substances PFAS réglementées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Notification des stocks de PFOA**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.

**Constats :**

Les analyses présentées par l'exploitant révèlent la présence de PFOA avec des concentrations inférieures à 1 mg/kg. Aussi, l'exploitant déclare ne pas transmettre annuellement des informations sur ses stocks de PFOA à la direction générale de la prévention des risques (DGPR).



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Compte tenu des informations transmises par l'exploitant, relatives notamment à la présence d'un volume total d'émulseur contenant des PFOA (à l'état de trace) de 5 000 l, soit environ 5 tonnes, l'exploitant doit transmettre des informations (masse, concentration, mesures de gestion du stock) sur ses stocks d'émulseurs à la Direction générale de la prévention des risques (DGPR).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) une autre substance, en tant que constituant;</li> <li>b) un mélange;</li> <li>c) un article;</li> </ul> <p>sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppm pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppm pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.</p> <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation;</li> <li>- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;</li> <li>- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant informe l'inspection que des prélèvements ont été effectués le 26/06/2025 sur certaines cuves pour déterminer la présence et les concentrations de certaines substances PFAS. Les analyses faites par Eurofins le 25/08/2025, ne font pas apparaître la présence des substances PFCA C9-C14. Toutefois, il semblerait que cette substance n'ait pas été analysée.</p> <p>L'inspection informe l'exploitant que l'utilisation des mousses anti-incendie contenant du PFCA C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 est interdite depuis 2023.</p>



L'utilisation reste possible en deçà des valeurs limites suivantes :

- 25 ppm pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ;
- 260 ppm pour les substances apparentées aux PFCA C9-C14.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit analyser son émulseur pour déterminer la présence et la concentration en PFCA C9-C14 et transmettre les résultats à l'inspection des installations classées.

Si les analyses révèlent la présence PFCA C9-C14 dans les émulseurs de l'établissement au-dessus des valeurs limites réglementées, l'exploitant devra mettre en œuvre un plan d'actions, portant notamment sur les points suivants :

- l'étude du rinçage des installations et de la gestion des eaux de rinçage ;
- l'élimination des émulseurs, le cas échéant, le stockage temporaire sur site avant leur élimination dans une installation dûment autorisée ;
- la substitution des émulseurs par des émulseurs tenant compte des différentes contraintes réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des substances PFAS réglementées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 10 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (\*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.

5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.

**Constats :**

L'exploitant informe l'inspection que des prélèvements ont été effectués le 26/06/2025 sur certaines cuves (Cf. point de contrôle n°5) pour déterminer la présence et les concentrations de certaines substances PFAS. Les analyses faites par Eurofins le 25/08/2025, indiquent la présence du



PFOA pour des concentrations allant de 936 à 1 220 µg/kg soit un maximum de 1,220 mg/kg. L'inspection constate que cette substance est présente dans des concentrations supérieures à 25 ppb (correspondant à valeur limite pour la somme du PFHxA et ses sels à partir du 10 avril 2026 dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues).

Au vu de l'interdiction à venir du PFHxA en 2026, l'exploitant indique qu'il est en réflexion sur un plan de substitution des émulseurs et informe qu'une rencontre est prévue avec les services d'incendie et de secours et un fournisseur d'émulseurs sans fluor.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu de la présence de composés fluorés dans l'émulseur de l'établissement et notamment en PFHxA à une concentration supérieure à la valeur limite réglementaire applicable à partir du 10 avril 2026, l'exploitant doit mettre en œuvre un plan d'actions portant notamment sur les points suivants :

- la substitution des émulseurs par des émulseurs tenant compte des différentes contraintes réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des substances PFAS réglementées,
- l'étude du rinçage des installations et de la gestion des eaux de rinçage ;
- l'élimination des émulseurs, le cas échéant, le stockage temporaire sur site avant leur élimination dans une installation dûment autorisée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 11 : Plan de substitution émulseurs**

**Référence réglementaire :** Autre du 20/06/2019, article Annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Actions nationales 2025, Contenu du plan de substitution

**Prescription contrôlée :**

Examen de la prise en compte de l'impact de la substitution d'émulseur par l'exploitant.

**Constats :**

S'agissant de la thématique relative aux PFAS, l'inspection constate que l'exploitant a fait des analyses de son émulseur, sans rechercher l'ensemble des composés fluorés réglementés, notamment le PFCA C9-C14. L'exploitant indique qu'un plan d'actions est en cours de mise en œuvre, portant notamment sur les points suivants :

- l'étude des eaux de rinçage;
- le stockage avant élimination de l'émulseur contenant des PFAS
- La substitution des émulseurs par des émulseurs sans fluor.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant veillera à transmettre son plan d'actions dans un délai de 3 mois. Ce dernier devra mettre en évidence un échéancier et un mémoire de substitution de l'émulseur contenant les



éléments suivants:

- Le retrait des émulseurs à base de FLUOR ;
- Le protocole de nettoyage des systèmes ayant contenu ou fait circuler des mélanges contenant des PFAS et la gestion des eaux de rinçage
- L'évacuation des eaux de rinçage (en tant que déchet) ;
- Le traitement des eaux de rinçage suivant le seuil de rejet ;
- L'analyse des eaux de rinçage effectuée par un bureau de contrôle ;
- Le choix de l'émulseur sans fluor et la compatibilité des équipements de défense contre l'incendie avec les caractéristiques des nouveaux émulseurs ;
- La description des impacts de ce changement d'émulseurs :
  - sur les cuves actuelles ;
  - sur les injecteurs actuels ;
  - sur la pomperie ;
  - sur la compatibilité des installations de défense contre l'incendie avec les nouveaux émulseurs ;
  - sur la performance de ces nouveaux émulseurs ;
  - sur la qualification de ces nouveaux émulseurs ;
  - sur l'indisponibilité de la DCI durant les travaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 12 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Alimentation en énergie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]

**Constats :**

L'exploitant déclare que le site dispose de l'ensemble des utilités permettant aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité. L'alimentation électrique du site est assurée par le réseau EDF et un transformateur de 250 kVA situé dans le bâtiment L. Le site dispose d'un groupe électrogène de secours à déclenchement automatique d'une puissance de 400 kVA qui permet de garantir pour tout le site la disponibilité énergétique en cas de coupure électrique. Celui-ci est placé dans un local spécifique du bâtiment K.

D'autres utilités sont présentes pour le site : gaz pour chaudière, azote et air comprimé pour le compresseur d'air.

Certains équipements (serveur, ordinateurs SSI, Détection/extinction incendie, sirène PPI) du site ne sont pas directement affectés par une coupure électrique, car la présence d'onduleurs permet de les maintenir sous-tension avant le démarrage du groupe électrogène selon les indications de



l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que la perte d'utilité est constatée directement par l'interruption de lumière, il n'y a pas d'autre système automatique permettant de visualiser la coupure électrique.</p> <p>Le site dispose de la procédure P-02490 pour la perte d'utilité valable sur les trois sites de France. Selon cette procédure, le démarrage du groupe électrogène se déclenche après une durée de coupure électrique supérieure à 10 secondes. Un contrôle des équipements listés dans la procédure est alors fait par bâtiment et au niveau du bassin de rétention afin de garantir le bon fonctionnement des installations. Des rondes sont ensuite réalisées. Seules les deux personnes affectées à la maintenance et le directeur de l'établissement sont autorisés à réarmer les équipements mis en défaut.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il convient à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prévoir un dispositif permettant de détecter toute perte d'alimentation électrique pour tout le site et par bâtiment, en particulier au poste de supervision.</li> <li>- définir les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas d'indisponibilité de l'alimentation électrique du site, afin de couvrir également le cas d'un dysfonctionnement du groupe électrogène, en particulier en précisant les installations et différents paramètres devant faire l'objet d'une surveillance renforcée (niveau de carburant disponible dans les cuves alimentant le groupe électrogène par exemple en cas de fonctionnement des groupes électrogènes) et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 14 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Procédure pour la mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  [... ] Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare que la perte d'utilité n'est perceptible que pendant 10 secondes et que si le groupe électrogène ne prend pas le relais, les installations du site ne peuvent pas fonctionner. Les installations du site tels que les pompes et les vannes sont pneumatiques, elles sont alimentées en air comprimé par un compresseur d'air. En cas de coupure de courant, le compresseur s'arrête automatiquement et entraîne l'arrêt des installations. L'exploitant affirme que les alarmes de niveau de sécurité haut et très haut des cuves sont activées arrêtant ainsi la possibilité de fonctionnement des cuves (plus de remplissage ni de vidange). L'exploitant n'indique pas si l'ensemble des barrières de sécurité ou MMR sont mises en position de sécurité. En cas de perte d'utilité qui perdure au-delà de l'autonomie du groupe électrogène qui est de 96 heures), l'exploitant déclare qu'il a la possibilité de louer un groupe électrogène supplémentaire et de mettre en place des mesures organisationnelles pour s'assurer de la disponibilité des équipements de sécurité, la procédure P-02490 encadre les actions à mettre en place. L'exploitant déclare être informé, par courriel du fournisseur d'énergie, des coupures électriques programmées et disposer d'un contact auprès du fournisseur permettant de le renseigner sur la durée d'indisponibilité électrique e cas de coupure inopinée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il convient que l'exploitant justifie que l'ensemble des barrières de sécurité ou MMR sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 15 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Mise en œuvre de la stratégie de mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.  L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant



explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

#### **Constats :**

L'exploitant déclare que toute perte d'utilité au-delà du temps de démarrage du groupe électrogène, estimé à 10 secondes, entraîne la mise en sécurité du site par la fermeture des pompes et vannes ainsi que l'arrêt des installations, puisque l'alimentation des installations de distribution, production et de conditionnement par de l'air comprimé est dans ce cas interrompue et entraîne l'arrêt des installations. Toutefois il affirme que les onduleurs prennent en charge les équipements de sécurité sans préciser la durée pendant laquelle ces onduleurs sont opérationnels.

L'exploitant ne précise pas les mesures de maîtrise de risques maintenues en fonctionnement bien que le site soit à l'arrêt.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier que toutes les mesures de maîtrise des risques sont maintenues en position de sécurité sur le site en cas de perte d'alimentation électrique, que les onduleurs prennent en charge l'alimentation de secours de l'ensemble de ces dispositifs de mesures de maîtrise des risques et la durée de cette alimentation de secours par les onduleurs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 16 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Modalités de maintien de la mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.

**Constats :**

L'exploitant affirme que la perte d'électricité n'est décelable que par des indicateurs visuels (coupure de la lumière notamment) et que cette perte d'alimentation électrique n'est pas perceptible pour certains équipements qui sont secourus directement par les onduleurs, notamment le système de sécurité incendie, la sirène PPI, la détection/extinction d'incendie, ...

L'exploitant n'a pas présenté de liste d'équipements à vérifier lors des phases d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra intégrer dans sa procédure perte d'utilité la liste d'équipements à vérifier lors des phases d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 17 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme mentionné dans les points de contrôles précédents, l'exploitant dispose d'un groupe électrogène de secours d'une puissance de 400 kVA permettant de secourir l'ensemble du site.</p> <p>Le groupe électrogène démarre automatiquement, en cas de coupure de l'alimentation électrique 10 secondes après la coupure.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a pu constater la présence du groupe électrogène de 400 kVA dans le bâtiment K.</p> <p>L'autonomie des onduleurs n'a pas été communiquée, mais reste compatible avec le temps de démarrage du groupe électrogène (10 secondes), selon l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique : dimensionnement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de</p>



sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.

**Constats :**

L'exploitant a déclaré que le groupe électrogène présent sur le site dispose d'une puissance de 400 kVA et que le transformateur électrique délivrant le courant pour le fonctionnement du site a une puissance de 250kVA.

L'exploitant déclare que le groupe électrogène dispose d'une réserve de 1000 litres de gazole permettant une autonomie d'environ 96 h selon les indications de l'exploitant. L'inspection note que la puissance installée du groupe électrogène permet de pallier à une perte d'alimentation électrique du site et de maintenir l'alimentation des installations et des mesures de maîtrise de risques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 19 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Maintenance et test

**Prescription contrôlée :**

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.

**Constats :**

L'exploitant indique que la maintenance du groupe électrogène par un prestataire extérieur se fait sous une fréquence annuelle.

L'exploitant a présenté les rapports de vérification du groupe électrogène sur les aspects électriques et mécaniques par la société GENINDUS Enernov :

- La vérification électrique annuelle du groupe a été réalisée le 16/07/2025 (Inspection visuelle, vérification à l'arrêt, essais et contrôle et maintenance). Le rapport conclut sur un bon état de fonctionnement du groupe électrogène.
- La visite mécanique annuelle du groupe électrogène du 20/01/2025 (Inspection visuelle, vérification à l'arrêt, essais et contrôle et maintenance). Il y a eu remplacement de l'huile et des



filtres. Le rapport conclut sur un bon état de fonctionnement.

L'exploitant indique qu'une maintenance est réalisée en interne sous une fréquence mensuelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite



